

magyare, pro-allemand enragé, ayant toujours voulu faire tourner la Hongrie dans l'orbite de l'Allemagne.

Pourquoi alors causer avec lui? Ses démarches peuvent être que des ruses pour aider à ses congnères des bords de la Sprée, à se dégager des liens qui les enserrent chaque jour et empêcher que justice soit faite. Il ne réussira pas; il ne peut pas et ne doit pas réussir. Craignant que sa demande au président n'ait pas toute la force de conviction qu'il en attend il s'est adressé de plus au secrétaire d'Etat, Lansing, pour lui demander ses bons offices.

Ses diverses demandes seront référées au conseil suprême des alliés qui en décidera au meilleur des intérêts des nations de l'Entente. Nul doute que ces conditions aideront à la formation nouvelle d'un front oriental, porteront à l'Allemagne la menace d'une invasion par l'est et la forceront à l'établissement d'une seconde ligne de bataille.

Il ne paraît pas y avoir de doute qu'en ce qui concerne la demande autrichienne on suivra la même procédure que vis-à-vis l'Allemagne. On discutera d'abord les conditions de l'armistice qui n'est après tout qu'une question militaire. Puis chacune des nationalités réclamant son indépendance viendra, au congrès de la paix faire valoir ses demandes et ses droits.

Dans ce cas, il en résultera le désarmement, la démobilisation, l'ouverture des chemins de fer de la double monarchie aux alliés de l'Entente, et, par l'occupation des principales forteresses, la garantie contre une attaque traîtresse, au cas d'invasion au sud, par nos armées.

En Allemagne, la situation n'est pas en apparence aussi désespérée mais les événements qui se précipitent à l'intérieur démontrent clairement que le pouvoir de Guillaume ne tient qu'à un fil et que la démocratie qui il y a un an, n'aurait osé formuler une critique, gagne sûrement du terrain et, comme un flot vengeur, menace de submerger le pays tout entier.

Le socialiste Liebnicht est libéré de la prison où sa critique trop violente des institutions de l'Allemagne l'avait fait enfermer, il y a déjà plusieurs années. Le général Ludendorff a donné sa démission qui a été acceptée. On ne sait si Hindenberg restera longtemps à l'armée. Les dieux s'en vont.

Dans plusieurs des principales villes de l'empire des démonstrations socialistes ont eu lieu sous l'œil de la police qui n'a pu les empêcher. Le peuple demande la paix; il l'appelle avec insistance. La peur le saisit.

La simple annonce du départ du grand quartier général pour Dusseldorf fait partir de cette ville tous ceux dont les moyens leur permet un départ précipité.

Lors de l'évacuation prochaine de Lille, Clémenceau avait dit: si Lille est saccagée, Francfort paiera. Lille fut respectée.

Delcassé disait il y a dix ans à Stephen Lauzanne: "si vous tendez le doigt à un allemand, vous êtes perdu.

" Il vous prend la main, l'épaule et le corps. Fermez " le poing, c'est le seul geste que comprenne l'Allemand " mand".

Evidemment M. Wilson ne le connaît pas encore très bien; il semble porter encore quelque confiance à ses déclarations. Il ne veut traiter qu'avec une Allemagne démocratisée et soustraite aux influences qui ont déterminé son action depuis cinquante ans. Alors la Bochie s'est mise à l'œuvre pour donner la preuve d'un changement constitutionnel radical. C'est avec le peuple et non avec la caste militaire que, dit-elle, se règlera la paix. Et de suite, il se forme au Reichstag un cabinet soi-disant responsable, composé de centristes et de socialistes, présidé par le chancelier Maximilien. Et qui a nommé ce chancelier, sinon le kaiser lui-même?

La nouvelle loi de réforme comporte un pouvoir de révision des actes administratifs par le Reichstag sujet à l'action finale du Bundesrath.

Ces deux assemblées constituent l'armature législative de l'Allemagne, la première étant l'assemblée populaire, la seconde la chambre des seigneurs ou le Conseil Fédéral. La présidence de l'empire est le privilège du roi de Prusse à qui appartient, par hérédité, le titre d'empereur allemand. Le Kaiser représente l'empire dans ses rapports avec les autres états, déclare la guerre, conclut la paix, contracte les alliances et fait les traités. Il est vrai que l'assentiment du Bundesrath est requis pour une déclaration de guerre, à moins que le territoire ne soit envahi ou ses côtes attaquées. On voit d'ici l'explication de l'insistance de Guillaume à toujours prétendre que la guerre qu'il a préparée et commencée n'a été que pour défendre l'empire injustement attaqué.

Le Reichstag est élu pour cinq ans par le vote secret de tous les états de l'empire. Près des cinq huitièmes des membres du Reichstag sont élus par la Prusse.

Le Bundesrath se compose de représentants des divers états, dont plus d'un tiers est fourni par la Prusse. Le Reichstag peut être dissout par un décret du Bundesrath avec l'assentiment de l'empereur. Pour qu'une loi impériale soit adoptée il lui faut la majorité dans les deux chambres.

Donner plus de détails nous entraînerait trop loin, mais on peut voir par ces quelques renseignements combien paraît illusoire la proposition d'amendement dans la constitution, quand, malgré tous les votes, l'empereur peut dissoudre l'assemblée populaire et par l'entremise du conseil fédéral qu'il contrôle en réalité, mettre à néant les décisions de cette assemblée.

Non, la constitution de 1871 ne peut pas être ainsi changée par un trait de plume, et il faudrait pour traiter avec une autorité sur laquelle on pourrait s'appuyer pour l'avenir autre chose que la présentation d'une loi dont la sanction sera plus que douteuse, mise qu'elle serait entre les mains de gens qui, jusqu'ici, se sont peu souciés de rompre la parole donnée.